



Cet article se propose d'étudier le conflit nigérien en analysant les dynamiques qui l'ont suscité et en resituant ses dimensions politiques locales, nationales et sous-régionales¹. Si les modes opératoires, l'identité des combattants et la base des revendications rappellent fortement la rébellion des années 1990 et si le conflit se nourrit de plaies mal refermées, la rébellion témoigne d'un changement dans le contexte nord-nigérien. Le rôle des anciens leaders des fronts de la rébellion des années 1990 est essentiel dans l'évolution d'un conflit qui a déjà touché les populations civiles et pourrait s'élargir rapidement tant l'intransigeance des différents acteurs semble imposer l'escalade.

L'ÉMERGENCE DU MOUVEMENT REBELLE

Au moment de la rédaction de cet article, au début du mois de novembre 2007, peu d'informations étaient disponibles sur le MNJ. On se risquera ici cependant à l'interprétation des indices disponibles quant à sa composition et à ses motivations.

Le développement de la crise

Après l'attaque d'Iferouane en février 2007, le conflit s'est enflammé rapidement. Au mois d'avril, l'armée nigérienne a subi de lourdes pertes dans la région d'Iferouane et de Tizerzayt. Les rebelles, installés dans l'Air, ont saisi plusieurs véhicules, frappé des postes militaires et intercepté des convois. L'engrenage s'est alors enclenché, représailles de l'armée contre les populations civiles et contre-offensives du MNJ, qui ont abouti aux événements de Tizerzayt : le 2 juin, trois vieillards ont été arrêtés puis tués par l'armée. Le MNJ a lancé une attaque importante le lendemain, puis a fait une incursion jusqu'à l'aéroport d'Agadez le 17 juin. Enfin, une deuxième attaque à Tizerzayt a provoqué la mort de 33 militaires et la capture de 73 prisonniers. Ces événements ont marqué un tournant dans le conflit : le MNJ a montré sa force, contraignant l'armée à se regrouper sur les postes militaires et à miner les pistes aux alentours d'Iferouane.

Les massacres de civils ont suscité une indignation qui a certainement joué un rôle dans le ralliement au MNJ de nouveaux combattants, notamment des déserteurs des FAN. Le conflit s'est poursuivi pendant l'été et jusqu'au mois de septembre 2007² ; à partir du 24 août, le gouvernement a décrété la « mise en garde » de l'Air, une forme allégée d'état d'urgence autorisant le contrôle de l'armée sur la zone, et a procédé à de nombreuses arrestations de civils. Plusieurs civils ont été tués par l'armée et des troupeaux ont été pris pour cible³. Après la trêve du Ramadan, les combats ont repris et dès le début du mois de novembre, les axes routiers autour d'Agadez ont été coupés par les rebelles.

Un mouvement hétéroclite ?

Lors de la revendication de la première attaque, la composition du MNJ restait floue. On y connaissait Aboubacar Alambo, qui a dirigé l'assaut. Il avait enlevé en 2003 trois gendarmes avec Amoumane Karakouwa, à la suite d'accrochages dont la cause aurait été un trafic de drogue en direction de l'Algérie⁴. Arrêté et emprisonné en mai 2003, Karakouwa s'est évadé en mai 2007 et a immédiatement rejoint le MNJ. Alambo avait aussi été impliqué dans l'attaque de trois bus sur la route d'Arlit le 10 août 2004. Sa présence à la tête des hommes qui ont mené l'attaque d'Iferouane a conduit certains observateurs à penser qu'il s'agissait d'une opération de trafiquants protégeant leurs réseaux – c'est d'ailleurs la ligne du gouvernement de Niamey, qui considère les rebelles comme des bandits armés et des trafiquants de drogue, et refuse ainsi toute négociation.

L'attaque d'août 2004 inscrit pourtant ses protagonistes dans une histoire plus complexe. Elle avait en effet été revendiquée par le Front de libération de l'Aïr et de l'Azawak (FLAA) reformé. Le FLAA était l'un des principaux mouvements rebelles touaregs des années 1990, dirigé par Rhissa Boula, devenu ministre après les accords de paix de 1995. Au moment de l'attaque d'août 2004, Rhissa se trouvait en prison, accusé de complicité de meurtre, et la frappe avait été explicitement menée dans le but de le libérer⁵; c'est le propre frère de Rhissa, Mohammed Boula, qui avait pris la tête du « FLAA reformé ». Une négociation menée par Mouammar Kadhafi avait conduit à la libération des otages pris par le FLAA puis à celle de Rhissa, en mars 2005. Le FLAA avait ensuite remis ses armes au leader libyen, lors d'une cérémonie officielle en Libye, le 15 juillet 2005⁶.

1. Cet article doit beaucoup à de multiples échanges avec Yvan Guichaoua. De nombreux témoignages et informations ont été recueillis lors d'une enquête menée au Niger de septembre à décembre 2006, dans le cadre du groupe de recherche sur les Conflits armés en Afrique subsaharienne du Centre d'étude d'Afrique noire, programme cofinancé par le Conseil régional d'Aquitaine et par le ministère français de la Recherche, dans le cadre d'une thèse de doctorat. Je remercie ici Ahmed, Karine et Sidi Mohammed pour leur aide si précieuse lors de ce séjour.

2. Les attaques les plus importantes du MNJ contre l'armée se sont produites à Gougaram les 23 juillet (31 morts) et 21 août (une dizaine de morts), à Tchirozerine le 9 août, et au poste d'Agharous le 6 septembre (6 militaires prisonniers).

3. D'après le blog du MNJ qui publie des photos, voir <<http://m-n-j.blogspot.com>>.

4. « Rébellion ou chantage ? », *Aïr Info*, n° 17, juillet 2004.

5. « Attaque sur l'axe Agadez-Arlit : l'horreur ! », *Aïr Info*, n° 18-19, août-septembre 2004.

6. « Désarmement du FLAA en Libye : le deal de tous les dangers », *Aïr Info*, n° 32, 15-31 août 2005.



Lorsque, en avril 2007, le MNJ a revendiqué l'attaque d'Iferouane, c'est Aghaly Alambo, frère d'Aboubacar et ancien du FLAA, qui a été présenté comme le président du mouvement. Aboubacar a depuis été tué au combat, et la composition du MNJ a évolué. Le mouvement s'est renforcé par l'arrivée de déserteurs des forces armées, d'ex-combattants des anciens fronts et de jeunes poussés par les arrestations. Le MNJ s'est étoffé sur le plan intellectuel et politique grâce à la diaspora et au ralliement de personnalités comme Issouf Maha, le maire de Tchirozérine. Maha avait lancé en août une association pour la paix avec l'appui de la Fondation France Libertés, avant de déclarer en septembre, depuis la France, son soutien au MNJ⁷. La diaspora anime pour sa part le blog du MNJ, un précieux instrument de communication politique⁸.

Ce blog insiste sur la mal gouvernance, l'absence de développement et les exactions du pouvoir, thèmes de l'ancienne rébellion, auxquels s'ajoute l'échec de l'application des accords de paix. On observe toutefois une particularité notable : le blog met l'accent sur le caractère national (c'est-à-dire nigérien) du mouvement, en rejetant toute revendication séparatiste. Y contribuent par ailleurs des partisans de l'ancien président Baré. Le style et certaines revendications spécifiques laissent penser que ce sont surtout des étudiants qui rédigent les textes. Ainsi, il existe sans doute un certain écart entre le contenu du blog et les aspirations des combattants, et l'on peut imaginer que les anciens rebelles notamment sont plus radicaux et plus centrés sur le monde touareg.

LES ACTEURS INTERNATIONAUX PRIS DANS LE CONFLIT

On situera ici le rôle des puissances étrangères, en insistant sur la manière dont il est analysé – et utilisé – par les parties du conflit. Le conflit nigérien s'inscrit en effet dans un contexte international dont les acteurs sont tour à tour sollicités et montrés du doigt par le gouvernement nigérien comme par le MNJ.

La Libye et la France, deux pays mis en cause mais indispensables ?

La Libye et la France, acteurs traditionnels des conflits nigériens, ont en commun une approche prudente. La place de la Libye semble être déterminée par la contradiction entre le rôle central qu'elle a joué dans les négociations des accords de paix au Niger et les soupçons qu'elle y suscite historiquement – les rapports complexes entre Tripoli et Niamey sont donc complexes⁹. Lors du conflit des années 1990, Niamey avait accusé la Libye de soutenir les rébellions touarègues, et cette fois-ci encore, le gouvernement nigérien et ses soutiens de la « société civile » ont mis en cause la Libye¹⁰, alors même que Kadhafi a été sollicité comme médiateur. Après avoir expulsé le consul de Libye à Agadez,

le président Tandja a demandé en août son aide au chef d'État libyen¹¹. Symptôme de l'attitude en réalité prudente de la Libye, le centre de gravité logistique du MNJ hors du Niger semble en réalité se trouver dans le sud algérien plutôt qu'en Libye.

La France, quant à elle, est mise en cause par les deux parties du conflit. Ses intérêts stratégiques dans l'exploitation des mines d'uranium sont menacés par les attaques du MNJ et par les accusations récurrentes de néocolonialisme. Ainsi, le site minier d'Imouraren a été attaqué le 19 avril par les rebelles, qui ont depuis conseillé à la société française Areva de limiter ses activités. De son côté, Niamey a accusé Areva de financer les rebelles et expulsé deux représentants de la société, accusés d'espionnage. La réaction de Nicolas Sarkozy a témoigné de la prudence française – et de l'importance stratégique de la présence d'Areva : « Je ne voudrais rien dire qui complique une situation qui l'est déjà suffisamment, le Niger étant un pays important pour nous, puisque ce sont les principaux producteurs d'uranium militaire, d'où la présence d'Areva sur place¹². » La position de la France est d'autant plus inconfortable que Niamey a annoncé le 14 mai ouvrir une compétition pour vingt permis de prospection d'uranium, cassant de fait le monopole d'Areva au Niger. Après une rencontre en France entre la ministre nigérienne des Affaires étrangères et la direction d'Areva, la visite du secrétaire d'État français à la coopération, Jean-Marie Bockel, le 4 août 2007, a été marquée par une hausse significative du prix d'achat de l'uranium¹³. Cette révision a été saluée comme une victoire décisive sur le « néocolonialisme » par certains acteurs de la « société civile » proche du gouvernement, qui avaient organisé des manifestations contre Areva¹⁴. La rébellion peut de son côté compter sur une diaspora influente qui a su réactiver ses relais français, en particulier dans le secteur des organisations non gouvernementales (ONG). Certaines appuient ouvertement le discours du MNJ ; la plupart dénoncent les problèmes environnementaux liés à l'exploitation de l'uranium et les retombées du conflit sur les populations civiles, et appellent à la paix.

7. I. Ag Maha, « Déclaration de ralliement n° 120907 », 11 septembre 2007, disponible sur le blog du MNJ.

8. Voir <<http://m-n-j.blogspot.com/>>.

9. R. Otayek, *La Politique africaine de la Libye, 1969-1985*, Paris, Karthala, 1987.

10. « La société civile nigérienne dénonce la Libye et Areva », Panapress, 16 juillet 2007.

11. « Le Niger demande le soutien de Kadhafi pour un retour à la stabilité », *Jeune Afrique*, 30 août 2007.

12. « Nicolas Sarkozy va se pencher sur le dossier Areva au Niger », Reuters, 27 juillet 2007.

13. La redevance d'Areva à l'État nigérien est passée de 27 300 à 40 000 CFA au kilo, décision rétroactive au 1^{er} janvier 2007. Areva a aussi cédé 200 tonnes d'uranium à l'État.

14. « Des manifestations mêlant la Libye et Areva dans des accusations de soutien à la rébellion », AFP, 8 septembre 2007.



Les États-Unis et la Chine, deux alternatives

La Chine et les États-Unis sont apparus récemment dans le paysage nigérien. L'on sait que depuis le 11 septembre 2001, les États-Unis ont initié une politique de sécurité et de lutte antiterroriste au Sahara¹⁵. Les Touaregs n'ont pas forcément vu d'un mauvais œil l'arrivée de ce nouvel acteur, alors même qu'ils sont soupçonnés par Washington d'affinités avec certains groupes terroristes, comme le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) algérien. Il n'existe cependant pas actuellement de connexion avérée entre ce groupe, actif au Mali, et la rébellion touarègue nigérienne. Bien qu'on ne puisse exclure tout à fait une future alliance, il semblerait que les Touaregs soient méfiants vis-à-vis des islamistes algériens – nous suivons sur ce point les conclusions de Baz Lecocq et Paul Schrijver sur la rébellion touarègue du Mali¹⁶. Les Touaregs nigériens ont vu dans la présence américaine la possibilité de recourir à un interlocuteur occidental concurrent de la France, ce qui s'est traduit par des contacts directs avec l'ambassade américaine et par des projets communs de mise en valeur de la culture touarègue. Les anciens chefs de front restés à Agadez ont cherché à tirer avantage de la vision américaine du Sahara comme espace de menace : en insistant sur la volonté de paix des anciens combattants, mais aussi sur la nécessité de réinsérer des hommes d'armes qui pourraient se laisser tenter par des pratiques illégales, ils ont essayé de se poser en acteurs indispensables de la stabilité de la région.

La Chine, quant à elle, est considérée comme alternative économique à la France pour l'extraction de l'uranium. Les Touaregs voient dans la présence chinoise des opportunités d'emploi local et de redistribution financière des produits de l'exploitation. Mais il semble que la priorité du MNJ vis-à-vis de ce pays soit de peser sur la production pour faire pression sur Niamey, suivant la stratégie déjà employée face à Areva : un ingénieur chinois a ainsi été enlevé par les rebelles le 5 juillet 2007, ce qui a contribué à geler les prospections chinoises dans l'Air. Du côté du gouvernement, la Chine est devenue un élément dans les négociations avec la France et Areva, et un moyen de communication à l'usage des Nigériens : en insistant sur la volonté du gouvernement d'augmenter sa part des revenus de l'uranium, Niamey se rachète des accusations d'enrichissement personnel formulées par la rébellion.

L'ÉCHEC DE L'APPLICATION DES ACCORDS DE PAIX

Dix ans après les accords de paix, l'intégration et la réinsertion économique et sociale des combattants sont un échec. Nombre de rebelles intégrés dans les corps armés ont quitté leur poste ou se considèrent comme privés de perspectives de carrière. Ceux qui n'ont pas voulu subir les rigueurs du

cantonnement sont retournés en brousse ou partis en Algérie et en Libye, les pays qui avaient accueilli la première génération d'*ishumar*¹⁷ à l'origine de la rébellion de 1990¹⁸. À Agadez et dans l'Air, où se retrouvent la majorité des anciens combattants non intégrés, la déception est forte, et se traduit par une insécurité persistante. Le développement économique, qui était au cœur des revendications de la rébellion de 1990, est bloqué¹⁹ : le Niger occupe la dernière place mondiale pour l'Indice de développement humain, une statistique qui revient souvent dans les conversations de la rue nigérienne et qui est reprise dans le programme du MNJ présenté sur son blog. La responsabilité de cet échec échoit cependant aussi aux anciens chefs de front qui ont mis à profit le rapport de force des années 1990 pour accéder à des positions de pouvoir politiques et économiques.

Échec du gouvernement central et responsabilité des anciens chefs de front

Les accords de paix de 1995-1997 et l'évolution des revendications de la rébellion ont entériné une vision centralisée de l'État nigérien. En échange de cet abandon des idées originelles de la rébellion²⁰, les fronts avaient insisté sur la nécessité d'un partage des ressources produites dans le nord. Or le contrôle de ces ressources est fondamental dans ce pays très pauvre, d'autant que les produits stratégiques, uranium et pétrole, sont extraits dans la zone de l'Air, et que les revenus s'envolent depuis quelques années du fait de la

15. Notamment la Pan Sahel Initiative en 2002, qui regroupe la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad, puis la Trans Sahara Counterterrorism Initiative en 2005 avec les pays du Maghreb, le Nigeria et le Sénégal. Voir S. Ellis et J. Keenan, « The Sahara and the War on Terror », *Anthropology Today*, vol. 23, n° 3, 2007, p. 21-22.

16. B. Lecocq et P. Schrijver, « The War on Terror in a haze of dust : potholes and pitfalls on the Saharan front », *Journal of Contemporary African Studies*, vol. 25, n° 1, 2007, p. 141-166.

17. Les sécheresses des années 1970 ont poussé une génération de Touaregs nigériens à s'exiler. Cet exil est à l'origine de la *teshumara*, mot issu du français « chômage » qui exprime le déclassé économique, la nostalgie et la solidarité de cette génération. Voir E. Ag Ahar, « L'initiation d'un *ashamur* », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n° 57, 1991, p. 141-152 ; B. Lecocq, « Unemployed intellectuals in the Sahara : the Teshumara nationalist movement and the revolutions in Tuareg society », *International Review of Social History*, n° 49, 2004, p. 87-109.

18. Voir A. Bourgeot, « Les rébellions touarègues, une cause perdue ? », *Afrique contemporaine*, n° 180, 1996, p. 99-115 ; H. Claudot, « Histoire d'un enjeu politique : la vision évolutionniste des événements touaregs, 1990-1992 », *Politique africaine*, n° 50, juin 1993, p. 132-140.

19. P.-M. Decoudras et S. Abba, *La Rébellion touarègue au Niger, actes des négociations avec le gouvernement*, Talence, Cean, 1995.

20. *A minima*, la rébellion revendiquait un fédéralisme pour une zone touarègue couvrant les deux tiers du Niger.



montée des cours mondiaux des matières premières²¹. Les similitudes entre les revendications du MNJ et celles de la rébellion des années 1990 permettent de mesurer l'échec des projets de développement et d'intégration imaginés pour les anciens combattants²². Le « développement économique, social et culturel » mentionné dans le Titre V de l'accord de 1995 devait reposer sur trois piliers : la réinsertion des combattants, via l'intégration dans les corps armés de l'État et l'appui à des microprojets ; le soutien aux activités pastorales et d'élevage ; le partage des ressources minières, par le recours à l'emploi local, et le transfert d'une partie de ses bénéfices à des collectivités locales.

Les efforts ont essentiellement porté sur l'intégration des anciens rebelles, que les autorités ont menée tout en considérant avec méfiance l'arrivée des combattants touaregs dans les corps armés²³. Pour les chefs de front, les nominations sont vite devenues un moyen d'asseoir leur pouvoir sur leurs tribus et sur leurs hommes. Le processus d'intégration leur a en effet donné un rôle central, puisqu'ils ont été chargés de l'élaboration de listes de noms. Ces listes sont ainsi rapidement devenues l'enjeu de négociations au sein des tribus et entre fronts, chacun jouant de son influence pour négocier l'ajout d'un nom et le faire valider auprès des instances en charge de l'organisation de l'intégration. Nombre de vrais combattants ont été écartés au profit de parents et de clients. Les solidarités familiales ont modéré les mécontentements, mais l'exclusion des perspectives de progression sociale de combattants de la première heure, alors qu'ils se montraient déjà peu satisfaits du nombre et de la qualité des postes réservés, a produit un fort sentiment de frustration. Les combattants intégrés ont été mélangés dans des compagnies spécialement créées pour eux, les Unités sahariennes de sécurité (USS), à des jeunes Touaregs qui n'avaient pas pris part à la rébellion, souvent plus éduqués. Si les anciens combattants dénoncent peu l'intrusion de ces Touaregs qui sont souvent leurs parents, ils ont le sentiment d'avoir peu de perspectives de carrière. Le faible nombre d'anciens rebelles ayant accédé à des grades a aussi nourri ce sentiment²⁴, si bien que beaucoup de combattants intégrés ont quitté l'armée.

Les limites de la réintégration ont donc créé un groupe d'anciens combattants mécontents, qui ont perdu confiance en leurs anciens chefs et se sont retrouvés sans emploi à Agadez. Le MNJ, qui voit dans ces désertions une conséquence logique de la discrimination de l'État envers les Touaregs, a exploité cette situation et a recruté nombre d'anciens rebelles intégrés, qui ont parfois emporté avec eux leurs armes et les véhicules de l'armée qu'ils avaient tenté d'intégrer.

Des projets inefficaces et instrumentalisés

L'échec de l'intégration avait d'ailleurs été reconnu officiellement et avait conduit à la mise en place en 2005 et pour deux ans d'un projet « Consolidation de la Paix dans l'Air et l'Azawak » par le Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud). Ce programme, financé par la France, la Libye et les États-Unis, devait mettre en œuvre le volet « réinsertion économique » des accords de paix pour 3 160 combattants issus de treize fronts. Relancé plus de dix ans après les accords, ce projet semble paradoxalement avoir été décidé dans l'urgence. Son document d'introduction présente explicitement la situation :

« À travers ce projet, le volet culture de la paix et résolution des conflits doit faire l'objet d'une attention toute particulière en ce qu'il permettra de rétablir les conditions de sérénité et d'apaisement. Ce volet servira à donner aux démobilisés une démarche citoyenne. À l'heure actuelle, beaucoup d'entre eux, "fatigués d'attendre ce qui n'arrive pas", sont repartis en Libye ou s'adonnent au banditisme²⁵. »

Le projet promet la maigre somme de 165 000 CFA (environ 250 euros) par combattant, obligatoirement investie dans un projet économique collectif. Sa méthodologie et ses moyens sont très proches des projets précédents : comme lors de l'intégration, les combattants concernés ont été identifiés par les anciens chefs de front, avec les mêmes abus. La structure du projet est en soi révélatrice des tensions et dynamiques à l'œuvre dans le Niger d'avant la deuxième rébellion. Ainsi, c'est Mohammed Akotey, ancien membre du Front de libération Temoust (FLT), qui est chargé du suivi et de la mise en œuvre à Agadez pour la région de l'Air²⁶, et les listes sont validées en dernier ressort par Mohammed Anako, Haut-commissaire pour la paix auprès du gouvernement et ancien chef d'un autre front, l'Union des forces de la

21. M. Humphreys, « Natural resource, conflict, and conflict resolution », communication au Santa Fe Institute/Javeriana University, workshop « Obstacles to robust negotiated settlement », Bogota, 29-31 mai 2003 ; M. Ross, « What do we know about natural resources and civil war », *Journal of Peace Research*, vol. 41, n° 3, 2004, p. 337-356.

22. < http://m-n-j.blogspot.com/2007_04_15archive.html >.

23. Création d'unités à statut particulier, intégration dans la gendarmerie et dans les forces paramilitaires.

24. Les chiffres sont difficiles à obtenir parce qu'ils sont au cœur de la relation entre les Touaregs et Niamey. La plupart des témoignages insistent sur l'absence de possibilités d'évolution. L'armée ne conteste pas ce point mais souligne qu'il faut réussir un concours pour accéder aux fonctions de gradés ; les « intégrés » répondent que le « piston » est le seul critère.

25. Pnud, Projet « Consolidation de la Paix dans l'Air et l'Azawak », < www.pnud.ne/projetairaz.pdf >.

26. Il est depuis devenu ministre de l'Environnement et de la Lutte contre la désertification.



résistance armée (UFRA). Les gagnants du nouveau projet semblent donc être les petits fronts exclus du partage des accords de paix. Rhissa Boula ne faisait pas partie des instances de décision de ce nouveau projet, probablement écarté du fait de ses inimitiés avec Anako, fondées sur leurs désaccords au moment des négociations pour la paix et sur leur rivalité dans la politique touarègue.

La notabilisation des cadres et les limites du clientélisme

Les frustrations des combattants proviennent aussi de leur lecture de la reconversion de ces deux anciens chefs de fronts, Boula et Anako²⁷. Des accords de 1996 à son emprisonnement en 2004, Rhissa a appartenu à tous les gouvernements nigériens successifs, en tant que ministre du Tourisme et de l'Artisanat, et il a un temps été membre du Mouvement national pour une société de développement (MNSD), l'ancien parti unique. En 2005, après sa libération de prison, il a quitté le MNSD pour prendre la tête de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti historique des revendications fédéralistes du nord, dans une démarche de relégitimation auprès des Touaregs. Malgré son intégration politique, il est considéré par Niamey comme potentiellement le plus dangereux, notamment en raison de ses relations privilégiées avec la Libye. La cérémonie de remise des armes au colonel Kadhafi, organisée en présence de Rhissa, a ainsi alimenté une rumeur, non confirmée, selon laquelle ses 500 combattants auraient été naturalisés libyens et formeraient un vivier d'hommes armés mobilisables²⁸.

Cependant, Rhissa reste indispensable : en juin 2006, il a été appelé par le président Tandja pour améliorer les relations entre Niamey et les anciens combattants²⁹. En tant que ministre du Tourisme et de l'Artisanat, il avait réussi à développer une industrie touristique dont les principaux rouages sont entre les mains d'anciens rebelles³⁰. Cette redistribution indirecte de dividendes du pouvoir lui a assuré l'appui des rebelles reconvertis dans le tourisme. Mais ses ambitions politiques lui ont aliéné la plupart des combattants issus d'autres fronts et tous ceux qui lui reprochent ses compromissions avec le pouvoir. Les combattants de son front confirment son enrichissement personnel et se plaignent de l'insuffisance de sa redistribution. La position actuelle de Rhissa par rapport à la rébellion est incertaine : le MNJ s'est, semble-t-il, créé sans lui, avec des hommes dont certains lui vouent une inimitié personnelle ; mais il comprend aussi d'anciens compagnons du FLAA qui sont restés proches de l'ancien ministre. La place éventuelle de Rhissa au sein de la nouvelle rébellion est sans doute en débat à l'intérieur du mouvement, mais le blog du MNJ reste silencieux à ce propos, et plus généralement au sujet des échecs des anciens chefs de fronts.

Mohammed Anako, quant à lui, participe à l'équilibre des pouvoirs assuré par Mamadou Tandja : il est entré au gouvernement, auprès du ministre de l'Économie, au moment où Rhissa le quittait³¹. Son pouvoir financier sur les « petits » chefs de fronts est important. Sa présence au gouvernement, comme celle de Rhissa, lui est reprochée par les anciens combattants. Il semble actuellement partagé, en tant que Haut-commissaire pour la paix, entre la ligne dure menée par Niamey et ses solidarités avec les rebelles, et espère pouvoir mener des négociations³². Les deux leaders ont en tout cas entretenu la frustration des anciens rebelles en laissant se dégrader les liens organiques avec eux et en maniant une forme de clientélisme insatisfaisante.

DES STRATÉGIES COMPLEXES FACE AUX NOUVEAUX ENJEUX

Les évolutions récentes du contexte politique et économique nigérien ont conduit rebelles et gouvernement à adapter leurs stratégies. La décentralisation en cours pose de nouvelles problématiques locales. Le MNJ a aussi capté une part des exclus reconvertis dans les trafics, tandis que Niamey cherche à mobiliser le soutien populaire au moyen d'arguments dangereux. La rareté des sources indépendantes d'information favorise les stratégies de communication, les rebelles tirant avantage des nouvelles technologies pour soutenir leur cause.

Du trafic à la rébellion

La question de l'insertion, ravivée par le projet du Pnud pour la paix, s'est posée pour les nombreux combattants qui n'avaient ni bénéficié des aides ni retrouvé une activité privée dès 1995.

27. Mohammed Akotey, chargé de la communication de la rébellion, a lui aussi réussi sa conversion, mais son emprise auprès des combattants est faible.

28. « Désarmement du FLAA en Libye... », art. cit.

29. « Tandja consulte Rhissa Ag Boula », *Le Républicain*, 8 juin 2006.

30. La réouverture de l'aéroport a permis le développement de l'activité touristique : 5 227 touristes sont passés par les agences d'Agadez en 2005-2006, contre 4 094 en 2004-2005 – environ la moitié des passagers aériens en visite touristique au Niger. Le tourisme rapportait 3 milliards de francs CFA à la région d'Agadez en 1991, avec un potentiel de 13 milliards. Voir République du Niger, « Stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté. Les spécificités régionales dans la stratégie de réduction de la pauvreté », décembre 2006, <<http://sdrp-niger.ne>>.

31. Anako, qui était conseiller spécial du président Tandja, a été nommé ministre délégué lors du remaniement ministériel de février 2004 suivant le limogeage de Boula. Le Tourisme a été rattaché au ministère des Transports et l'Artisanat au ministère du Commerce.

32. « Être partisan du dialogue, ce n'est pas une faiblesse », *Le Républicain*, 26 avril 2007.



Ils forment parfois des groupes organisés, comme l'Association des anciens combattants pour la paix, de Selimane Hyar, mais ils ne sont guère actifs au plan politique formel. Forts de leur expérience des pistes au volant des 4 x 4 de la rébellion des années 1990, certains anciens combattants se sont lancés dans divers trafics transsahariens – transport de clandestins venus d'Afrique centrale et de l'Ouest, trafic de drogue³³. Agadez est devenue au fil des années 2000 un nœud important pour ces flux. À la gare routière de la ville, des anciens combattants mettent leurs pick-up à disposition des émigrants qui veulent tenter le passage vers la Libye ou l'Algérie³⁴. Les réseaux du trafic de drogue, mal connus, seraient contrôlés depuis le Nigeria et l'Algérie. Ces reconversions risquées ont attiré l'attention des bailleurs de fonds internationaux et des services de sécurité étrangers, qui ont parfois réussi à mobiliser la police nigérienne. Les profits se diluent parmi les intermédiaires et dans la corruption destinée à fermer les yeux des services de l'État, à différents niveaux. La situation des anciens combattants qui pratiquent le trafic est en tout cas précaire et dangereuse. Ils forment un groupe relativement homogène et solidaire, habitué à la clandestinité et à la lutte contre l'État, auquel le MNJ a su s'allier.

Des stratégies gouvernementales préoccupantes

Contre la rébellion, en plus de la répression, le régime Tandja a suivi deux axes principaux : l'émission de signaux susceptibles d'attirer l'attention des acteurs étrangers, et l'ethnicisation du conflit. Niamey fait valoir depuis longtemps le « banditisme³⁵ », la menace sécuritaire et le développement des trafics qui prévalent dans la zone pour attirer l'appui des bailleurs de fonds, et l'on a vu que le projet du Pnud avait repris cet argumentaire. Depuis le début de la crise, le président Tandja refuse d'accorder la moindre valeur politique au mouvement rebelle et repousse toutes les offres de négociations, malgré les pressions de l'Assemblée nationale et de son propre parti. Cependant, cette stratégie ne convainc pas les Nigériens, et en particulier la presse, qui subit les conséquences de la crispation du gouvernement sur ces questions. Cette crispation a entraîné la fermeture de l'hebdomadaire *Air Info*, ainsi que les arrestations de son directeur, Ibrahim Manzo, et du correspondant de RFI au Niger, Moussa Kaka.

Niamey a aussi adopté une grille de lecture ethnique du conflit. Mamadou Tandja a essayé d'organiser des milices civiles de patriotes. Par l'intermédiaire de Nouhou Arzika, un ancien opposant rallié au régime, président de la Coalition équité-qualité contre la vie chère, reconvertie en Mouvement citoyen pour la sauvegarde de la République, plusieurs manifestations ont été organisées à Niamey contre Areva. Les déclarations à la presse et à la

télévision nationale reprennent de manière récurrente l'argument ethnique, en accusant le MNJ d'avoir une vision séparatiste et raciste du Niger. Il se double d'une théorie du complot de l'étranger. Ce discours est relayé par le Mouvement des Jeunes Républicains (MJR), une organisation de jeunesse issue du MNSD, qui prône patriotisme et soutien à l'armée :

« À ces apatrides, sans foi ni loi, nous disons que le Mouvement des Jeunes Républicains, est prêt à aller jusqu'au bout de sa lutte patriotique, pour éradiquer à jamais cette tentation déstabilisatrice de notre pays d'où qu'elle vienne ! Nous disons au MNJ et à ses commanditaires, que le Niger est un havre de paix, un pays résolument tourné vers le progrès économique et social, sous la conduite éclairée du président Tandja ³⁶. »

Cette méthode de mobilisation, entre patriotisme, divisions « ethniques » et dénonciation de la France, laisse penser que Mamadou Tandja emprunte à Laurent Gbagbo une stratégie périlleuse. Elle n'a cependant pas réussi à mobiliser durablement la rue nigérienne ni à affaiblir la base du MNJ, qui s'applique à communiquer sur la présence de Nigériens non Touaregs dans ses rangs. Elle reste inquiétante pour la population civile en cas d'enlèvement prolongé du conflit.

Nouveaux enjeux, nouvelles méthodes

L'échec du processus de paix et la situation socioéconomique des anciens combattants ont servi de ferments au nouveau conflit touareg. Mais la rébellion de 2007 est aussi liée à de nouveaux enjeux. Le premier d'entre eux est la mise en œuvre de la décentralisation. Celle-ci nourrit en effet les conflits au niveau local, d'autant que Niamey n'a pas montré de hâte à en préciser les modalités ³⁷. La maîtrise du foncier et celle des ressources, le prestige du pouvoir traditionnel et le mode de désignation des élus locaux suscitent bien des tensions. Chefferies traditionnelles et élus communaux se retrouvent parfois face à face, ce qui, au moment où la décentralisation se met en place, entraîne des compétitions pour la reconnaissance et la reformulation des hiérarchies locales.

33. E. Grégoire, *Touaregs du Niger, le destin d'un mythe*, Paris, Karthala, 2001 ; J. Brachet, « Migrants, transporteurs et agents de l'État : rencontres sur l'axe Agadez- Sebha », *Autrepart*, n° 36, 2005, p. 43-62.

34. J. Brachet, « La Libye dans le système migratoire saharien », communication aux Rendez-vous de l'Histoire, Rabat, 27-30 mars 2007.

35. « Tandja déclare la guerre aux bandits armés ! », *L'Expression*, 30 avril 2007.

36. Communiqué du MJR, 11 juillet 2007, voir < http://m-j-r.blogspot.com/2007_07_01_archive.html >.

37. Les premières élections communales ont eu lieu seulement en 2004.



La décentralisation n'a en tout cas pas répondu aux attentes suscitées par les accords de paix. Le développement économique du nord s'est en réalité amorcé grâce aux liens personnels noués par les anciens rebelles avec des sympathisants occidentaux et a été soutenu par la création d'ONG locales qui ont appris à se passer du gouvernement central³⁸. Le MNJ demande une gestion directe et locale des ressources économiques générées au nord par le tourisme et les mines. Cette dernière activité, qui faisait déjà l'objet des revendications de l'ancienne rébellion, a créé un enjeu particulier au conflit actuel, d'abord mis en avant par certaines de ces ONG qui interviennent dans l'Aïr puis reprise par la rébellion, l'impact écologique de l'extraction³⁹. Bien que les conséquences environnementales de l'exploitation de l'uranium aient été étudiées depuis les années 1980 au moins, elles font depuis peu seulement partie du débat au sein de la « société civile ». Ni le gouvernement ni la rébellion ne peuvent les ignorer, et le MNJ les a intégrées, à côté de ses revendications d'accès à l'emploi minier et aux ressources économiques tirées de l'exploitation, en accusant Niamey de ne pas y avoir prêté attention. Bien que la rébellion accorde une place importante aux enjeux environnementaux, ils ne sont vraisemblablement pas sa préoccupation première. Ses revendications au sujet de l'exploitation de l'uranium sont largement comparables à celles de la rébellion de 1990. Le déclenchement de la rébellion doit plus aux échecs de la réinsertion, et le débat sur la distribution des dividendes des ressources naturelles semble surtout s'être greffé aux demandes du MNJ grâce aux questions sur l'environnement posées par les associations d'Arlit et les études de terrain menées par des ONG occidentales. Ce débat tend à se fondre dans des revendications économiques générales portant sur des ressources alternatives, comme le développement touristique et de l'agriculture dans l'Aïr. Du côté des combattants, il se résume souvent à des exigences en termes d'emplois et ne débouche pas sur des revendications autonomistes, abandonnées depuis longtemps par les rébellions touarègues. Ces contradictions soulignent la faiblesse du corpus idéologique et politique du MNJ, qui semble construire ses discours en mobilisant des références variées, des ONG de l'Aïr aux rébellions de la sous-région – on pense ici notamment aux mouvements du delta du Niger⁴⁰.

Le glissement du discours de la rébellion vers des préoccupations « modernes » de la « société civile » n'est pas un phénomène nouveau. Mano Dayak avait su éveiller l'attention des ONG européennes à la cause touarègue en maniant un discours culturel à destination des Occidentaux. Le MNJ a repris cette méthode et l'a fait avec les thèmes (écologie, ressources naturelles) et avec les technologies de 2007, technologies qui permettent une diffusion « en temps réel » de la parole de la rébellion et qui mobilisent les intellectuels de la diaspora. Deux

éléments contribuent à cette diffusion : le blog et le téléphone satellitaire Thuraya. Les opérations militaires de la rébellion, la situation des prisonniers de guerre et des blessés, le décompte des victimes civiles et même des animaux tués sont communiqués par ce système et permettent de répondre au gouvernement. Le Thuraya permet aussi aux dirigeants du MNJ de donner des interviews depuis l'Air⁴¹. Le blog a été créé dès les premières revendications du MNJ, et il est vite devenu très populaire au Niger, dans toute l'Afrique de l'Ouest et en Europe.

Niamey a réagi avec un certain retard, mais a bien compris l'enjeu, en employant les mêmes méthodes. C'est ainsi que le MJR a créé son propre blog, surtout à destination du public nigérien, et relaie les informations gouvernementales avec un ton généralement agressif envers la rébellion et la France⁴². Le MNJ est plus nuancé et semble utiliser le blog comme outil de communication vers l'extérieur. Cette guerre de l'information d'un genre nouveau au Niger s'est étendue, et après avoir ordonné aux journaux locaux de ne pas reporter les actes du MNJ, puis avoir interdit la zone du conflit aux journalistes, la police a arrêté à Agadez de jeunes Touaregs qui s'étaient branchés sur le site du MNJ.

UN RECOURS AUX ARMES INÉLUCTABLE ?

La société touarègue s'est longtemps organisée autour d'un ethos guerrier fondé sur une longue histoire de combats et de conquêtes contribuant au prestige des groupes vainqueurs⁴³. Le Niger de 2007 n'est pas celui des prémices de la colonisation ni celui de la résistance de Kaosen⁴⁴, mais le prestige

38. E. Grégoire, « Tourisme culturel, engagement politique et actions humanitaires dans la région d'Agadez (Niger) », *Autrepart*, n° 40, 2006, p. 95-111.

39. Rapport de la Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité, (Criirad), « Impact de l'exploitation de l'uranium par les filiales de Cogema-Areva au Niger », note Criirad, 20 avril 2005 ; « La pollution durable de la ville d'Arlit ; enrichir Areva, appauvrir le Niger », lettre de l'ONG Aghirin' man au ministre des Mines du Niger, 26 septembre 2005.

40. S. Fanchette, « Le Delta du Niger (Nigeria) : rivalités de pouvoir, revendications territoriales et exploitation pétrolière ou les ferments de la violence », *Hérodote*, n° 121, 2006, p. 165-189.

41. Voir par exemple « Parla Aghaly Alambo », *Left avvenimenti*, n° 41, 12 octobre 2007.

42. <<http://m-j-r.blogspot.com/>>.

43. H. Claudot-Hawad, « Honneur et politique. Les choix stratégiques des Touaregs pendant la colonisation française », in H. Claudot-Hawad, *Éperonner le monde. Nomadisme, cosmos et politique chez les Touaregs*, Aix-en-Provence, Edisud, 1998.

44. A. Salifou, « Kaoussan ou la révolte senoussiste », *Études nigériennes*, vol. 33, 1973 ; F. Fuglestad, « Les révoltes des Touaregs du Niger (1916-1917) », *Cahiers d'études africaines*, vol. 13, n° 49, 1973, p. 82-120.



des combattants reste prégnant dans les représentations de soi à l'œuvre dans la société d'aujourd'hui. Les anciens combattants de la rébellion nigérienne ont contribué au renouvellement de cet ethos, dont on mesure aussi les effets sur le reste de la population du Niger. En d'autres termes, on reconnaît aux combattants le mérite d'avoir changé les représentations des Touaregs auprès des autres Nigériens et d'avoir amélioré la position morale, si ce n'est matérielle, de la population touarègue. Malgré l'échec matériel de la rébellion de 1990, cette réussite (d'un point de vue touareg) est indiscutable. Un ancien combattant explique à ce propos :

« On est content. Aujourd'hui, si on rentre dans le bureau du Premier ministre, ou du Président, ou du Chef de l'état-major, ou du gouvernement, ou du préfet, ou si on a un bon véhicule, personne ne peut rien dire. Mais avant, Ahmed, il ne peut pas te transporter. On dit : "voilà, un Touareg avec un véhicule et avec un Blanc, venez voir !". Ça, c'est miracle. Avant, on ne peut pas voir un Touareg avec un Blanc, et avec un véhicule. Maintenant, tout ça, c'est éliminé. Même les militaires, si un Touareg passe, il ne peut rien dire⁴⁵. »

L'histoire des résistances passées s'agrège à ce prestige renouvelé, matérialisé dans de nombreux symboles, comme l'ascension des anciens leaders, l'image projetée à l'étranger ou la célébration de la mémoire de Mano Dayak. L'image du rebelle est partout visible à Agadez. Cette image positive et cette culture résistante sont, malgré les problèmes de la réinsertion, renforcées par le capital social accumulé par certains anciens combattants, qui leur permet d'évoluer au gré des réseaux et d'améliorer leur situation économique en travaillant pour les agences de voyages dirigées par d'anciens rebelles, en voyageant en Europe pour vendre des bijoux ou en diffusant leur musique sous le label « résistant »⁴⁶.

Depuis le déclenchement de la première rébellion de la période postcoloniale dans l'Aïr, en 1990, le Niger a connu deux coups d'État, plusieurs conférences nationales de réconciliation et l'assassinat d'un Président. L'instabilité politique du pays, le sous-développement, la faiblesse de l'État et une société civile éclatée et instrumentalisée par des partis clientélistes ont fragilisé les moyens légaux d'expression politique. Pour beaucoup, rien n'est possible sans le contrôle des armes et l'établissement d'un rapport de forces avec le gouvernement central. Dans ce contexte politique instable, la légitimité se mesure à la capacité de mobiliser des forces militaires, humaines, logistiques, et de réseaux.

Le MNJ a cristallisé autour de son combat cette idée que le rapport de force est nécessaire. Agadez et sa région accueillent des groupes conséquents d'hommes qui vivent d'expédients ou grâce à leurs relations familiales tout en conservant un contact direct avec leurs anciens chefs. Ils constituent des

réseaux informels d'anciens combattants qui se retrouvent, débattent, et entretiennent leurs frustrations à l'encontre des promesses non tenues de l'État et des chefs de front reconvertis en leaders politiques. Les projets de développement mis en œuvre par les organisations internationales et les ONG au bénéfice des anciens combattants assurent aux anciens chefs de front, qui s'adaptent aux nouvelles priorités des bailleurs de fonds, les ressources financières et le capital social qui leur permettent de conserver une certaine influence sur leurs hommes. Cette situation a deux conséquences : d'une part, elle entretient les structures verticales issues des fronts, reconverties en dispositifs clientélistes ; d'autre part, elle distend encore le rapport à l'État. Si le mouvement a largement repris à son compte les revendications de l'ancienne rébellion, il a très rapidement convaincu des partisans d'horizons très divers (étudiants, intellectuels, anciens rebelles, responsables locaux) que l'action armée s'imposait. On peut alors dresser une typologie sommaire des groupes qui ont rejoint la rébellion armée : les déçus de la cause touarègue, les anciens combattants issus de fronts sans représentativité et qui n'ont pu s'intégrer, les anciens combattants reconvertis dans les trafics, et les jeunes qui n'ont pas bénéficié des dividendes des accords de paix.

La pratique rebelle puise ses racines dans un mouvement profond et a pu pour cette raison mobiliser rapidement et prendre une ampleur suffisante pour menacer le pouvoir. Celui-ci a accéléré cette évolution en éludant la question économique et en voulant jouer de la force. De plus, l'accès au pouvoir politique des intellectuels touaregs sans capital guerrier a été bloqué, notamment en concédant le contrôle des ressources de la réinsertion aux chefs de front, y compris lors des derniers projets d'intégration. En réduisant la rébellion à du banditisme, et sa réponse à la répression, le gouvernement a contribué à légitimer le MNJ, qui peut maintenant se présenter comme le défenseur des populations touarègues.

La rébellion s'est développée à partir de l'action d'un groupe qui s'est appuyé sur des dynamiques profondes pour trouver une légitimité. Mais le conflit aurait certainement pu se résoudre si des négociations avaient été engagées rapidement. La réapparition en 2006 du mouvement toubou des Forces

45. Entretien avec Najim Hattaki, Tchitabaradene, novembre 2006.

46. Voir le film de J. Reichenbach, « *Teshumara*, les guitares de la rébellion touarègue », 2006 ; S. Rasmussen, « A temporary diaspora : contested cultural representations in Tuareg international musical performance », *Anthropological Quarterly*, vol. 78, n° 4, 2005, p. 793-827.



armées révolutionnaires du Sahara (Fars), qui avait combattu pendant la rébellion de 1990, avait ainsi posé un problème similaire. Les Fars réclamaient des droits accrus pour la minorité toubou de l'est du Niger, dans une zone, le Kawar, rendue stratégique par les prospections pour le pétrole. Cette rébellion s'était conclue grâce à des négociations qui ont conduit au cantonnement des Fars en échange de projets de développement. Mohamed Anako comparait ainsi, en avril 2007, la rébellion des Fars à celle du MNJ :

« La paix est un long processus. Ce pays a connu des rébellions et, il y a 12 ans, la signature d'accords sans que cela nous autorise à proclamer que la paix est définitive. Ces groupes armés ne sont pas une nouveauté. Toutes les rébellions commencent par des actions de groupes et deviennent des rébellions lorsque les dispositions nécessaires pour y répondre ont fait défaut. Ces dispositions sont de deux ordres : c'est soit démanteler le réseau par la force, militairement ; soit négocier. On ne peut pas faire les deux en même temps. Moi, je pense que le Niger a la tradition du dialogue et que, quelle que soit la situation, l'expérience du passé va nous aider à toujours privilégier le dialogue. Être partisan du dialogue, ce n'est pas une faiblesse. Je pense qu'en allant très vite et tout de suite écouter les uns et les autres, on trouvera une solution⁴⁷. »

On peut craindre que l'expérience du passé ne suggère une poursuite du conflit, en raison de l'intransigeance des acteurs et de l'absence de contre-pouvoir capable d'imposer une issue négociée. La « société civile », on l'a vu, ne participe pas à l'apaisement des tensions. L'opposition, qui a, sans succès, appelé au début du conflit le gouvernement à discuter avec le MNJ, est depuis silencieuse. Le conflit pourrait donc se développer encore surtout si les exactions envers la population civile, déjà victime des mines posées dans l'Air, continuent : la répression a déjà conduit à l'évacuation d'Iferouane et les civils fuient en nombre vers Arlit et Agadez⁴⁸. La puissance de feu du MNJ lui permet de résister à l'armée : une récente attaque aurait infligé de lourdes pertes aux FAN et laisse penser que les combats vont encore s'intensifier⁴⁹. L'ouverture du président Tandja et celle de son armée à des négociations décidera *in fine* entre l'enlèvement et l'issue politique d'un affrontement meurtrier qui a déjà beaucoup pesé sur la population de l'Air ■

Frédéric Deycard
Centre d'étude d'Afrique noire

47. « Être partisan du dialogue... », art. cit.

48. « Niger : news filtering out of north suggest grave conditions », Irin, 10 décembre 2007.

49. « Insécurité dans le Nord-Niger : encore des pertes en vies humaines », *Le Républicain*, 6 décembre 2007.